

## L'INVITÉ

## L'occasion fait le larron, la règle le fraudeur...

ul ne saurait le nier: les erreurs et les fautes (au sens juridique du terme) d'UBS aux Etats-Unis mettent l'économie suisse dans une situation particulièrement délicate.

Nous n'entendons nullement disculper ici les responsables d'un tel gâchis. Mais nous ne pouvons rester les bras croisés devant la cohorte habituelle d'opportunistes qui, dans ce genre de circonstances, hurlent au capitalisme sauvage et en appellent à plus de régulation.

Ces contempteurs de la place financière qui les nourrit souvent - font tout d'abord preuve d'une mauvaise foi flagrante.

Tout un chacun sait que la norme ou la règle engendrent la désobéissance et le contournement.

Les fabricants de sécurité en tout genre (informatique, domotique, routière, fiscale, etc.) passent leur temps dans une course effrénée avec les fraudeurs qui déjouent l'un après l'autre les systèmes les plus sophistiqués.

Et même le citoyen ordinaire s'adonne plus souvent qu'à son tour aux «frissons» du dépassement de vitesse, de la resquille, des cachotteries fiscales...

Loin de moi l'idée de prôner l'anarchie. On ne saurait se passer des règles minimales du vivre-ensemble de manière harmonieuse et cohérente.

Mais à trop vouloir réglementer, c'est notre espace même de liberté qui s'asphyxie inexorablement sous le poids d'une législation qui régit jusqu'au plus intime de nos vies.



RENAUD GAUTIER DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL

Ceci pour le principe. Dans le cas précis d'UBS, rappelons tout de même que la Suisse est le pays qui a le plus réglementé l'ouverture d'un compte en banque. Beaucoup plus par exemple que certains de nos voisins où l'on pouvait ouvrir, jusqu'à récemment, un livret d'épargne au porteur, une démarche impossible en Suisse, ce qui est fort bien.

> «Tout un chacun sait que la norme ou la règle engendrent la désobéissance et le contournement»

Mais faut-il pour autant aller plus loin? Faut-il que dorénavant votre banquier vérifie que vous avez bien payé vos impôts? Faut-il que votre employeur ait le devoir de faire de même?

Disons-le tout net, au risque de contrarier nos moralisateurs d'opérette: aucun règlement, aussi coercitif qu'il eut pu être, n'aurait empêché des affaires du genre Madoff ou Stanford.

Ces affaires ne sont en effet pas systémiques, elles sont causées par la seule cupidité humaine, et nul ne peut réglementer la cupidité. Il se trouvera toujours, comme dans le cas du cambrioleur, du faussaire ou du fraudeur, des gens assez cupides pour utiliser le système – quel qu'il soit – à leurs fins.

Arrêtons donc de croire aux vertus intrinsèques des règles. On ne moralise pas la finance, mais les financiers. Nous ne nous en sortirons pas en socialisant les pertes et en privatisant les bénéfices, ce n'est pas une solution.

Mais on peut d'ores et déjà souligner la faillite du politique qui a fait d'un (très vilain) problème de mauvais management d'entreprise une affaire «Suisse contre le reste du monde».

UBS a enfreint des règles, et comme de bien normal, elle doit en payer le prix. Que ses fautes rejaillissent sur l'ensemble du pays et l'affaiblissent tout entier au profit d'autres secteurs financiers – dont l'américain – montre bien que nos pleureuses anticapitalistes habituelles se trompent de cible.